

Débat d'Orientation Budgétaire pour 2023

Séance du 25 novembre 2022

Intervention de Marie-Louise GOURDON

Présidente du Groupe Environnement et Solidarité

Monsieur le Président, mes chères et chers collègues

Gérer l'abondance nécessite souvent plus de clairvoyance que gérer la pénurie.

L'importance des choix politiques est encore plus fondamentale : où mettre l'argent ? Dans quoi investir ?

C'est ce que j'ai ressenti très fortement après plusieurs lectures de la DM1 et du débat d'orientation budgétaire pour 2023.

Les chiffres m'ont donné le vertige : un budget qui dépasse 1 milliard 7 millions d'euros

700 millions de DMTO pour 2022, dont 100 millions de plus que prévu !

En même temps que je lisais et relisais le DOB pour m'y retrouver dans le foisonnement d'actions et d'intentions, j'écoutais les conclusions de la COP27.

Là, j'ai été saisie de découragement. Je n'attendais pas des miracles, loin de là, mais au moins l'expression d'une forte ambition internationale pour accélérer le processus de décarbonation et de lutte contre les émissions de gaz à effet de serre.

Ce ne fut pas vraiment le cas et Pourtant nous sommes déjà dans le mur.

Cet été nous avons avancé d'un cran dans les effets du dérèglement climatique et cela nous a concernés tous dans notre vie quotidienne, dans notre pays, dans notre département, dans nos communes.

Les grands incendies ce n'était pas aux États Unis ou en Australie, c'était en Gironde, c'était en Bretagne, c'était au pied du Massif Central.

La sécheresse qui se prolonge encore aujourd'hui et qui entraîne des pénuries d'eau, c'est ici et maintenant. Les événements climatiques exceptionnels qui se multiplient, L'eau qui commence à monter sur nos rivages, Une saison d'été qui dure d'avril à novembre avec des températures anormalement hautes et des épisodes de canicule répétés...

Comme si cela ne suffisait pas, depuis février, la guerre que la Russie fait à l'Ukraine, au-delà des conséquences humaines et économiques désastreuses, a entraîné le monde entier dans une partie de poker énergétique que nous subissons de plein fouet.

Les prix de toutes les énergies flambent et nous obligent à revoir complètement nos modes de fonctionnement, plus sobres, moins énergivores.

Nous sommes dépendants et nous en avons pris conscience.

Je me suis dit comment agir localement devant cette urgence absolue ?

Je me suis dit alors, en découvrant que nous avons 100 millions d'euros de plus que prévu au budget, qu'au moins au Département, nous avons financièrement les moyens d'investir de façon conséquente dans des actions durables pour à la fois réduire notre consommation et produire de l'énergie renouvelable ..

Mais vous avez prévu en fait de gérer cette manne inespérée des DMTO en « bon chef de famille » : faire un bas de laine de 80 millions et un désendettement de 16M€,

S'il n'y avait l'urgence climatique, nous aurions salué une gestion sage et prudente.

Mais aujourd'hui les besoins sont tout autres !

Et d'abord, est-il judicieux de faire des réserves, un super bas de laine, lorsque l'inflation grimpe ?

Est-il judicieux de baisser la prévision des investissements par rapport à 2022 ?

Alors que nous devons désormais viser un objectif prioritaire : c'est conquérir notre autonomie énergétique !

Le coût de l'énergie représente maintenant 38% des facteurs d'inflation.

Pour réduire la consommation et nos émissions de gaz à effet de serre, en tant que Département, nous avons des cartes à jouer : Vous prévoyez des actions dans ce sens-là :

- soutenir les communes dans leurs projets d'énergie ou contre la sécheresse, apporter des aides aux particuliers, développer les mobilités douces, c'est évidemment indispensable
- ...
- Vous dotez l'appel à projets greendéal de 2M d'euros,
- Vous avez créé la SEM Energy06 pour développer des projets de transition énergétique et Vous avez réalisé le projet de ferme photovoltaïque à Saint Auban,

C'est bien mais ça ne suffira pas.

Ce n'est plus à la hauteur des enjeux !

NOTRE PROPOSITION C'EST D'INVESTIR CES MILLIONS DANS LA RÉNOVATION THERMIQUE COMPLÈTE DES COLLÈGES.

Nous avons 73 établissements à gérer.

De nombreux collèges datent de 30 ou 40 ans et sont de véritables passoires énergétiques.

Vous avez prévu un programme de rénovation de 30 millions sur 10 ans, nous proposons de faire un **programme d'urgence de 80 millions sur 5 ans.**

C'est le montant de votre bas de laine qui serait investi utilement sur 5 ans avec un retour sur investissement très rapide vu le prix du KWh !

Cela représenterait 16 millions par an, soit 8 ou 10 collèges par an, entièrement isolés, avec de réelles économies financières et écologiques, plus de confort dans les classes pour les élèves, hiver comme été.

Ce plan de rénovation pourrait être renforcé par un programme de production d'énergie avec des panneaux solaires ou photovoltaïques posés sur des toitures ou sur des ombrières dans les cours des collèges.

Pour l'année 2023 vous avez fait prévu 2 millions d'€ pour aider les collèges à payer leur supplément de facture d'énergie.

Nous avons estimé à un minimum de 3 millions d'euros par an la consommation de gaz pour le chauffage et l'eau chaude. En année normale. Cela va au moins doubler.

Ce qui représentera 6 millions d'euros dépensés pour une performance de chauffage assez médiocre vu la faible isolation actuelle, et qui se répéteront chaque année.

Autrement dit de l'argent qui part en fumée !

Nous vous proposons donc de mettre en place dès 2023 et sans attendre, un **PLAN CLIMAT COLLÈGES** d'isolation thermique de tous les collèges sur 5 ans afin de réduire au maximum les dépenses d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre du même coup.

De prévoir aussi l'installation de panneaux solaires qui permettraient de produire l'énergie nécessaire au moins pour l'eau chaude des cuisines qui représente une très grosse proportion de l'énergie dépensée.

Ce serait un grand pas vers l'indépendance énergétique qui pourrait nous permettre de faire face à d'autres coups durs.

Vous pourrez répondre que nous n'aurons pas assez d'artisans et de techniciens formés. C'est justement là tout l'enjeu de ce qu'on appelle la transition énergétique : le besoin doit entraîner le développement d'entreprises locales et alors nous entrons dans un cercle vertueux !

Pour cela il faudrait une coopération entre les collectivités territoriales, ne pas travailler seul et partager les initiatives avec la région, compétente en matière d'économie et de formation, mais aussi avec les EPCI.

Nous pensons que les solutions durables à la crise seront locales !

Nous reviendrons sur d'autres éléments évoqués dans le DOB au moment du budget.

Sauf un point. Je constate que vous avez perdu de vue l'objectif de 50% de bio et local dans les assiettes des collégiens.

C'était une belle promesse et une belle perspective en termes de santé pour les enfants. Vous en revenez aux simples objectifs de la loi Egalim, soit 20% de bio.

Je tiens à dire ici que c'est pourtant un objectif tenable. Ainsi, le collège de Mouans-Sartoux réussit à offrir aux élèves une alimentation 100% bio et autant que possible locale, sans dépasser le coût maximum imposé, grâce notamment à une lutte efficace contre le gaspillage alimentaire. Les enfants sont heureux de manger à la cantine et en redemandent.

Et je salue ici les efforts conjugués de la direction et des personnels de cantine.

Pour conclure,

Nous parlons ici de la qualité de vie et d'accueil de nos collégiens, ce qui est une de nos missions principales.

Et pour le confort thermique, nous avons les moyens d'améliorer la situation.
L'urgence ne doit plus attendre, il faut passer la vitesse supérieure !

Monsieur le Président, lors de la précédente assemblée Mathieu Panciatici vous a fait part des propositions de notre groupe au sujet de la rénovation thermique des collèges.

Vous lui avez répondu exactement ceci :

« Nous partageons parfaitement vos inquiétudes et votre vision du développement, tel que cela est écrit dans les rapports, et en même temps votre conclusion puisque nous débattons de cette réévaluation lors de notre prochaine assemblée de novembre sur le débat d'orientations budgétaires et sur la décision modificative qui permettra éventuellement de modifier les montants budgétaires.

Nous aimerions que nous débattions de cette proposition ici et nous avons l'espoir que vous engagerez l'investissement nécessaire pour un **grand plan climat-collèges**.

Sachez que les collégiens sont demandeurs d'actions concrètes et d'installations solaires.

Eux-mêmes le demandent dans les conseils d'administration.

Ce serait un signal très fort donné à la jeunesse que de montrer que des actions concrètes et efficaces sont engagées pour le climat par le Département.